

Durant la même période, les crédits affectés aux programmes fédéraux en général n'ont augmenté que de 3,6 %, ce qui est en deça du taux d'inflation. Les opérations du gouvernement fédéral ont effectivement été comprimées en termes réels.

En résumé, les dépenses fédérales ont augmenté en raison du niveau des transferts fédéraux; c'est ce qui a d'ailleurs permis à la Colombie-Britannique et à d'autres provinces d'éviter le genre de déficits que le gouvernement fédéral a dû supporter. En fait, les transferts du fédéral représentent plus de 22 % des revenus globaux des gouvernements provinciaux.

Nous n'envisageons pas de réduire les transferts à la Colombie-Britannique et à d'autres provinces plus riches. Nous proposons simplement de limiter les augmentations générales. Les transferts à la Colombie-Britannique dans le cadre du financement des programmes établis et du RAPC devraient s'accroître de 100 millions de dollars par année. En outre, les transferts fédéraux devraient totaliser 992 \$ pour chaque résident de cette province en 1990-1991 et 1000 \$ l'année suivante.

Cette solution nous semble juste. Nous demandons aux provinces les plus fortes de notre nation de nous aider à régler un problème national - un problème né en partie par les transferts du fédéral aux provinces.

Cette demande n'est pas faite de gaieté de coeur; mais elle s'impose en tant que partie intégrante de la solution.

L'un des vôtres, Bruce Hutchinson, le doyen des journalistes canadiens, a déjà écrit que les Canadiens se montrent toujours à la hauteur de la tâche lorsqu'on leur présente des choix clairs. Quelles que soient ses lacunes par ailleurs, notre nation ne manque pas de bon sens.

Aujourd'hui, j'ai voulu vous exposer certains des choix qui s'offrent à vous dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle. Ces choix ne sauraient être plus clairs.

Nous pouvons choisir entre un avenir où les déficits seront moins prononcés, l'inflation moins aiguë, les taux d'intérêt moins élevés et la croissance plus forte si nous nous appliquons à régler ensemble notre problème national de la dette, ou un avenir fait de déficits à la hausse, de taux d'inflation et d'intérêt plus élevés et de stagnation économique si nous nous y refusons.

Confrontés à ces choix clairs, mes collègues et moi-même sommes absolument convaincus que le plan tracé par Michael Wilson est à la fois approprié et nécessaire pour notre pays.